

DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : Université Lumière – Lyon 2

La formation	
Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Métiers du BTP : Travaux Publics
Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	Licence professionnelle
Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec restructuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	Renouvellement à l'identique
Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire) :	Champ D : « Organisations, marchés, normes et institutions »
Etablissements (indiquer les établissements qui demandent une co-accréditation) :	Sans objet.
Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :	<p>Parcours Droit et techniques des réseaux hydrauliques (DTRH) :</p> <p>offre aux étudiants le choix entre deux branches, spécialités « Études et conception de réseaux hydrauliques » ou « Réalisation de réseaux hydrauliques ». Ces options correspondent chacune à des métiers différents, et les enseignements afférents (UE A6) sont assurés durant les deux semestres (sous le format de 60 crédits ECTS).</p> <p>Renouvellement à l'identique.</p>

<p>Lieux de la formation (préciser le cas échéant les délocalisations) :</p>	<p>La formation a lieu sur deux sites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lycée Agricole de VIENNE Seyssuel - Lycée la Martinière Monplaisir de LYON
<p>Modalités d'enseignement (préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation; à distance, etc.) :</p>	<p>Modalités d'enseignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation initiale scolaire (possible minoritaire) - Contrat d'apprentissage (80%) - Contrat de professionnalisation (10%) - Formation continue (5%) - VAE (Validation des Acquis de l'Expérience)
<p>Volume horaire de la formation (indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères) :</p>	<p>Volume Total : 550 heures dont Volume cours : 400 heures et Volume projet tuteuré : 150 heures</p> <p>Volume Cours et TD :</p> <p>UEA 5.1 – Communication/Management/Langues étrangère – 52 h - 13 %</p> <p>UEB 5.1 – Introduction au droit / Droit de l'urbanisme et de l'environnement / Droit des contrats publics / Droit du domaine public / Droit des contrats privés, des assurances et de la responsabilité / Droit du travail – 127 h - 32 %</p> <p>UEC 5.1 – Techniques de base – 147 h - 37 %</p> <p>UEA 6 – Parcours différenciés sur les techniques spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6.1 Etudes et conception des réseaux hydrauliques – 74 h - 18 % - 6.2 Conduite de projets de réseaux hydrauliques – 74 h - 18 % <p>Ces heures incluent :</p> <p>1° Des enseignements en présentiel (cours magistraux et travaux dirigés) – 179 h</p> <p>2° Des enseignements à distance et des enseignements mobilisant les outils numériques – 74 h</p> <p>3° Des séquences d'observation ou de mise en situation professionnelle – 147 h</p> <p>4° Des projets individuels ou collectifs qui favorisent la mise en perspective, sur un même objet d'étude, de plusieurs disciplines et compétences, liés aux parcours</p>

	<p>différenciés</p> <p>5° Des visites de salons professionnels</p> <p>Part de l'enseignement en langues étrangères : 5 %</p> <p>UEB 6.1 – Projet tuteuré – 150 h</p> <p>UEC 6.1 – Mémoire d'entreprise – 16 semaines minimum en entreprise</p>
Effectifs attendus :	<p>Effectif maximal : 24 étudiants</p> <p>La moyenne des effectifs sur les cinq dernières années s'établit à 18 étudiants.</p> <p>Effectif en 2020/2021 : 24 étudiants. Les effectifs de l'année en cours 2020/2021 sont en hausse par rapport aux cinq dernières années.</p> <p>Les effectifs attendus pour les prochaines années devraient suivre cette tendance à la hausse, compte tenu de la diversification des modalités d'enseignement (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, formation continue ...).</p>
Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :	<p>La formation est assurée en partenariat avec deux établissements d'enseignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lycée Agricole de VIENNE Seyssuel - Lycée la Martinière Monplaisir de LYON
Accords internationaux particuliers :	<p>Consortium ERAMUS – Enseignement Agricole – CFA de DARDILLY permettant d'accompagner la mobilité internationale des apprentis. En l'état, la mobilité des étudiants de la LP n'est pas très développé, mais nous souhaitons utiliser le consortium ERASMUS du CFA de Dardilly pour proposer une réelle mobilité internationale pour les étudiants qui le souhaitent.</p>
Conventionnement avec une institution privée française :	<p>Sans objet</p>

On trouvera ici :

- soit les éléments supplémentaires permettant d'apprécier les évolutions et/ou améliorations par rapport à la précédente période lors d'un renouvellement, *notamment les éléments en réponse aux recommandations de l'évaluation Hcéres du bilan*
- soit les éléments permettant d'apprécier la demande de création de formation (contenus, débouchés professionnels, poursuites d'études, équipe pédagogique...).

Remarques du Hcéres : « Une absence d'approche par compétences. »

Réponses :

Concernant l'approche par compétences, effectivement elle a été insuffisamment mise en valeur dans le dossier d'autoévaluation. Pour autant les calendriers de formation permettent de travailler par bloc de compétences. Tous les blocs de compétences sont évalués en conformité avec le titre RNCP. Un travail sur la formalisation de l'évaluation par compétence sera mis en place pour les années à venir au travers du tableau stratégique de la formation.

Remarques du Hcéres : « Il n'y a aucune coopération internationale »

Réponses : Effectivement il n'y a pas de coopération internationale à proprement parler. Cela reste une piste à explorer et à travailler. Il paraît intéressant de travailler dans le domaine et de se rapprocher du consortium du CFA Régional Agricole de Dardilly pour développer la mobilité internationale.

Remarques du Hcéres : « L'équipe pédagogique se compose de 35 intervenants aux profils variés. Dès lors, on peut s'interroger sur la difficulté de gérer ces intervenants et d'assurer une bonne cohérence pédagogique entre toutes les interventions courtes de deux, trois, quatre ou six heures »

Réponses :

La coordination pédagogique est assurée via les trois responsables de la licence qui échangent très régulièrement, notamment par courriels et conversations téléphoniques.

Les interventions professionnelles sont définies en amont et sont parfaitement ciblées sur des points essentiels. Ces interventions sont majoritairement réalisées par des professionnels spécialistes.

Les contenus sont vérifiés en amont de l'intervention afin de garantir une continuité pédagogique et la cohérence d'ensemble.

Les intervenants travaillent depuis plus de 10 ans dans cette licence, ils se connaissent et maîtrisent aussi très bien les contours de leurs interventions. Lors des réunions du conseil de perfectionnement (comité de pilotage), ils se mettent d'accord sur le contenu de leurs interventions.

Les interventions courtes sont effectuées par des professionnels reconnus dans leur spécialité.

Remarques du Hcéres : « Sur 474 heures de cours de la maquette (en comptant les 2 parcours et hormis les projets tutorés), 173 heures (36 %) sont données par des enseignants des lycées partenaires, 57 heures (12 %) par des enseignants-chercheurs, exclusivement en droit, et 237 heures (50 %) par des vacataires professionnels (177 heures soit 37 %) et des formateurs du centre de formation d'apprentis (CFA).

La part des cours assurés par des enseignants-chercheurs est trop faible pour conserver à la LP son caractère universitaire.

Le responsable pédagogique de la LP, enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Lumière Lyon 2, ne donne que 6,5 heures de cours équivalent TD dans la LP, ce qui apparaît très peu. »

Réponses :

Sur les 474 heures de cours de la maquette, en comptant les 2 options (et hormis les projets tutorés), 127 heures sont dédiées à l'environnement législatif (incluant des matières de droit public et de droit privé).

La présence des maîtres de conférences (MCF juristes) de la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié de l'Université Lumière Lyon 2 est assez significative : environ 45% des enseignements juridiques sont dispensés par des MCF de cette Faculté (soit 57 heures sur 127 heures). L'autre partie de ces enseignements juridiques (70 heures) est assurée par des professionnels de bon niveau de qualification (qui interviennent également dans d'autres licences à l'Université) et qui apportent une expertise intéressante, exigée dans le cadre d'une formation professionnelle.

Un travail va être engagé avec les enseignants-chercheurs afin d'augmenter la part de leurs interventions, toutes disciplines confondues.

Remarques du Hcéres : « Les effectifs inscrits sont faibles et globalement en baisse, passant de 19 en 2014 à 13 en 2019. Ce nombre est d'autant plus faible que les étudiants se répartissent sur deux parcours. Le dossier d'autoévaluation indique trois raisons pour expliquer la baisse des inscrits : la multiplication des LP, le développement des écoles d'ingénieurs et la baisse des effectifs en brevet de technicien supérieur (BTS). L'origine des étudiants inscrits en LP n'est pas précisée, même s'il semble que la LP soit une poursuite d'études pour les étudiants des deux lycées partenaires. »

Réponses :

Pour la rentrée scolaire 2020-2021, le nombre d'étudiants est de 24 (capacité maximale), et ce, malgré le contexte sanitaire. Un étudiant est issu d'un parcours de capacité en droit de l'Université Lumière Lyon 2. Sur une promotion « classique » la majorité des étudiants viennent d'un BTSA GEMEAU ou d'un BTS TP ou BTS Géomètre topographe. Les étudiants ne proviennent que minoritairement des deux lycées partenaires. Sur la promotion 2020-2021, seuls 7 étudiants sur 24 proviennent des lycées partenaires (soit moins d'un tiers d'entre eux).

Remarques du Hcéres : « Le suivi de l'insertion des diplômés est réalisé via une enquête à 30 mois (la dernière communiquée porte sur les diplômés de 2015). Elle montre une bonne insertion professionnelle (11 sur 12 répondants), pour un salaire médian de 1 474 Euros par mois. L'enquête de 2017 montre un taux d'emploi de 100 % (7 sur 7 répondants), pour un salaire médian de 1 950 Euros par mois. Le taux de poursuite d'études est d'environ 40 %, dont 25 % en master, ce qui est problématique »

Réponses :

Le taux réel de demande de poursuite d'études est de 15 % sur la base de l'enquête menée début 2020 sur les 103 diplômés des 6 dernières promotions. (En annexe du dossier d'autoévaluation, l'Université Lumière Lyon 2 a communiqué une enquête réalisée sur la base d'une seule promotion 2014/2015, avec seulement 7 répondants, et obtient un taux de poursuite d'études de 40%, qui ne reflète pas la réalité). Nous devons améliorer le suivi de cohorte avec des enquêtes systématiques à 3 mois, 6 mois, 18 mois et 3 ans.

Remarques du Hcéres : « Si l'Université souhaite maintenir au sein de son offre de formation la LP, il importe donc qu'elle renforce la place et la présence des enseignants-chercheurs au sein de cette dernière et mette en conformité son pilotage avec la réglementation en vigueur (mise en place d'un conseil de perfectionnement, évaluation des enseignements par les étudiants, suivi de l'acquisition des compétences). Enfin, il est rappelé que l'objectif de la LP est de viser une insertion professionnelle immédiate, ce qui ne semble pas être le cas. »

Réponses :

L'ensemble des remarques du Hcéres a été pris en compte. Un effort de formalisation sera fait notamment dans l'explicitation du conseil de perfectionnement (que nous avons mis en place avant même que la réglementation ne l'exige), et de l'évaluation des enseignements. La mise en place de la démarche qualité (obligatoire pour tous les organismes de formation à l'horizon 2021) permettra d'avoir les outils de cette formalisation.

Les évaluations des enseignements ainsi que l'insertion professionnelle font partie intégrante des critères de qualité.

S'agissant de l'insertion professionnelle, selon l'enquête précitée réalisée début 2020 sur les 103 diplômés (des 6 dernières promotions), **72% ont été employés dès la fin de la formation, et 92% ont un emploi dans les 3 mois suivant l'obtention du diplôme** (majoritairement en CDI).

Nul doute que les retours seront très favorables à cette licence. Aujourd'hui les tuteurs professionnels sont nos anciens élèves et ils recommandent notre licence tant en termes de qualité de formation, qu'en termes de suivi, d'accompagnement et d'insertion professionnelle.

Si la présente mention comprend une option « accès santé » (L.AS), décrire succinctement le dispositif :

Non concerné